

ANTICAPITALISTES

La Caisse aux travailleurs !

29 janvier
2020

Bulletin d'entreprise des militants et sympathisants
du Nouveau Parti Anticapitaliste à la CDC Bordeaux



Contre les inégalités, la casse des retraites et de nos droits...

On continue le combat !

1000 pages ! L'étude d'impact du gouvernement sur la loi des retraites qui devait être simple, juste et universelle... ne fait que confirmer ce que la mobilisation dénonce depuis le 5 décembre : leur objectif est de nous faire travailler plus longtemps et de baisser les pensions.

Cette politique correspond aux intérêts de la finance qui pille le travail, détruit l'environnement, casse tous les droits des travailleurs et des classes populaires.

Capitalisme, dégage !

Les conséquences en sont dénoncées par le dernier rapport de l'ONG Oxfam. Le pillage capitaliste est de plus en plus brutal : 2153 milliardaires dans le monde accaparent la richesse produite par des centaines de millions de travailleurs, au point de posséder à elles seules plus que 60% de la population mondiale (4,6 milliards de personnes) !

Et ici aussi... où 7 milliardaires possèdent autant que 30% de la population de tout le pays. Pour Bernard Arnault, patron de LVMH, c'est plus de 100 milliards... Et près de 10 millions de personnes sont sous le seuil de pauvreté.

Pour le CAC40, 2019 a été la meilleure année boursière depuis 20 ans, + 26,37% sur un an ! En 2019, les 40 premières entreprises françaises ont distribué près de 50 milliards de dividendes... l'équivalent du budget annuel de l'Education !

C'est cette logique que conteste la mobilisation massive contre la casse des retraites.

Le retrait ou « la conférence de financement » ?

Taclé par le Conseil d'Etat, le gouvernement continue son passage en force. Il convoque jeudi « une conférence de financement » pour piéger les directions syndicales. Philippe et Macron, avec la complicité de Berger de la CFDT somment les autres dirigeants syndicaux de choisir entre le dialogue social et l'affrontement. Malheureusement sans grande surprise, la CGT et FO s'y rendront, et la FSU regrette de ne pas avoir été invitée... tout en continuant de revendiquer le retrait. Quel crédit cela peut-il avoir ?

Avoir deux politiques « en même temps » ne peut qu'affaiblir le mouvement, rendre plus difficile son élargissement. Nous avons besoin au contraire d'une politique claire, indépendante, qui refuse toute négociation avec les adversaires du monde du travail. Toutes celles et ceux qui se retrouvent dans les collectifs enseignants et interpro sentent bien la nécessité d'organi-

ser nous-mêmes la lutte, de ne pas être prisonniers de la politique des directions syndicales qui s'embourbent dans le prétendu « dialogue social » avec nos adversaires.

La mobilisation de centaines de milliers de salariés, chômeurs, étudiants, retraités, lycéens, syndiqués ou non, gilets jaunes, exprime de plus en plus une contestation globale du capitalisme. Depuis presque deux mois, elle est soutenue majoritairement par l'opinion.

Dans l'éducation, la contestation vise aussi le nouveau bac dont les épreuves ont commencé avec les « E3C ». Les blocages de lycée se multiplient contre ce contrôle continu dont la seule motivation est de faire des économies, sur le dos d'élèves mal préparés et de profs surchargés de boulot.

Grève, manifestations, blocages, opérations coup de poings, diffusion de tracts, caisses de grève... les initiatives continuent. Des collectifs interpro réunissent les militants de la lutte, discutent et décident de leurs actions, et donnent sa force au mouvement.

« Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ! »

Le pouvoir répond par le mensonge, les provocations et la répression. Mais sa brutalité n'entame pas la détermination de ceux qui se battent, quelles que soient les difficultés. Tout le monde mesure que la lutte que nous avons engagée, dans la foulée de celle des Gilets jaunes, porte la contestation de toute la société, du système capitaliste, et qu'au-delà des retraites, c'est l'avenir du monde du travail, de la jeunesse qui est en jeu !

Quand les travailleurs font grève, ni les trains, les métros, les bus ou les camions... ni les usines, les services, les lycées, les hôpitaux ne fonctionnent ... même pas l'Opéra ou les tribunaux ! C'est notre travail qui fait tout fonctionner !

La bataille est loin d'être terminée. Dans le prolongement de la lutte des Gilets jaunes, c'est une lutte pour exiger notre dû, pour que les travailleurs, les classes populaires, puissent disposer elles-mêmes des richesses qu'elles créent. C'est une lutte pour la justice sociale et pour la démocratie.

Le NPA vous invite à débattre de la situation, de quelles perspectives pour le mouvement, à sa réunion publique du jeudi 30 janvier, à 20h, salle Victor Hugo à Cenon, en présence de Philippe Poutou et de militants des luttes.



Pourquoi ce bulletin ?

Nous sommes militants et sympathisants du NPA travaillant à la Caisse des Dépôts et Consignations. Nous éditons ce bulletin avec l'objectif de contribuer aux discussions et de formuler nos réponses face à la casse des conquêtes du monde du travail.

Partout dans le monde, la contestation et les luttes se développent... A ceux qui prétendent analyser la dégradation du système sans jamais discuter de la question clé, celle des moyens, nous répondons en travailleurs que nous sommes : effectifs, salaires, précarité, conditions de travail, etc. Si nous ne commençons pas par réaffirmer la légitimité de ces exigences, nous serons en permanence les jouets des discours de la Direction.

Contre les courants d'extrême droite et de droite extrême, nous voulons que notre bulletin serve aussi à faire entendre la voix de la solidarité internationale, du rejet de tous les racismes et de toutes les discriminations sexistes.

Notre bulletin veut aider tous ceux qui le souhaitent à discuter et faire partager la perspective anticapitaliste d'une transformation révolutionnaire et démocratique de la société. C'est la seule réponse aux reculs sociaux, environnementaux et guerriers que nous impose la mondialisation. Une transformation qui ne pourra venir que des luttes collectives du monde du travail et de la jeunesse.

Nous pouvons apporter notre pierre aux transformations nécessaires à venir !

Loi de casse des retraites, quelles conséquences pour la Direction des Retraite et de la Solidarité de la Caisse (DRS) ?

Le projet de loi de Macron sur les retraites a aussi pour objectif d'organiser le démantèlement de la Sécurité Sociale. Le titre 4 du projet de loi prévoit en effet « *une organisation et une gouvernance unifiées pour responsabiliser tous les acteurs de la retraite* ».

Il prévoit la fusion de la CNAV, de la fédération AGIRC-ARRCO et de l'IRCANTEC pour créer une Caisse Nationale de Retraite Universelle (CNRU). Ainsi, il est acté la disparition de la branche vieillesse dans son ensemble : le régime général, les régimes complémentaires, les régimes spéciaux, les régimes autonomes et les régimes fermés.

Or, la DRS, de par ses mandats de gestionnaire de régimes spéciaux (CNRACL, FSPOEIE) de régimes complémentaires (IRCANTEC, RAFF) et de régime fermé (régime des mines) sera très fortement impactée sur tous les sites.

Malgré les discours fausement "rassurants" de la direction, qui évoque de nouveaux partenariats ou la conservation de gestions spécifiques des mandats actuels... pas de quoi se réjouir... rien de concret, la perte d'emploi pourrait être massive ! Plusieurs centaines ! Quant aux conditions de travail,

elles pourraient dériver sur un alignement vers le bas des salaires et des statuts, en particulier en augmentant le pourcentage de travailleurs précaires dans l'établissement (intérimaires, CDP).

Au-delà du combat que nous menons pour notre système social, nous devons nous, salariés de la caisse, saisir la gravité des conséquences sur nos emplois et sur nos conditions de travail. Nous ne sommes pas seuls, la CARSAT, la sécurité sociale des indépendants et d'autres partenaires locaux publics ou privés luttent à nos côtés dans ce combat interprofessionnel. Il est important de se mobiliser en nombre et de manifester chaque fois que possible notre désaccord avec ce démantèlement, dont le seul but est de donner aux assurances privées la manne financière de notre sécurité sociale.

Ils veulent tout prendre aux plus pauvres

Après s'être attaqué à l'allocation logement (5€ de moins pour tous les allocataires), le gouvernement s'attaque aux économies des classes populaires en passant le taux du Livret A de 0,75 % à 0,50 %. C'est aussi une attaque contre le logement social, financé en partie par cette épargne.

Bruno Lemaire prétend que la baisse du taux du Livret A permettra la création de 17 000 logements sociaux supplémentaires, parce que les organismes HLM pourraient faire des emprunts moins chers. Rien n'est moins sûr.

La vérité est bien plus simple et cynique. En baissant ce taux, Lemaire veut pousser les petits épargnants à placer leurs économies dans « *l'économie réelle* », c'est-à-dire des produits financiers qui rapportent des impôts.

Cela va surtout profiter à toutes les banques qui avaient gagné en 2009 le droit de proposer des livrets d'épargne... et qui vont maintenant essayer de placer leurs produits financiers.

L'argent existe pour augmenter les minimas

Le gouvernement Philippe prétend que le régime universel par points c'est aussi pour augmenter les retraites des femmes et des agriculteurs qui ont des pensions retraites misérables bien en-dessous du seuil de pauvreté.

A tant nous en rebatte les oreilles, on pourrait penser que les caisses sont ruinées. Mensonge.

En effet, en 2001, il est créé, sous la houlette de Lionel Jospin, alors 1^{er} ministre, le fonds de réserve des retraites composé en partie d'excédent de cotisations de retraite (nos salaires socialisés). Cet excédent de 16 milliards d'euros est dû à une embellie économique et sociale que la Caisse des Dépôts et Consignations a fait fructifier « en bon père de famille » pour atteindre aujourd'hui 35 milliards.

Il n'y a donc aucune raison d'attendre une nouvelle réforme pour augmenter dès à présent les pensions de retraites les plus basses. C'est un autre côté de la même bagarre pour récupérer notre dû.

Capitalisme dégage !

Réunion débat

Quelles perspectives pour nos luttes ?

jeudi 30 janvier 20h

CENON

Salle Victor Hugo

88 cours Victor Hugo - parking gratuit
Tram A - arrêt Jean Jaurès
Bus 27 - arrêt Maréchal Joffre

NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Contact : contact@npa33.org - 07 83 84 43 49
www.npa33.org

FR 104 108 01